

Une réelle alternative économique

Tous les quatre ans, c'est la même chose. Ou presque. Tous les quatre ans, les Américains élisent leur président. Certains éléments ne sont que rarement, très rarement, exposés dans les médias français. D'abord, la campagne est dominée par le financement des grandes entreprises et des riches particuliers. Si la moitié des électeurs ne se déplacent pas, les riches se mobilisent et cassent leur tirelire. L'investissement est rentable : ils recevront du nouvel élu des tas de passe-droits. Le cas a été largement étudié par les universitaires américains. Silence, les médias français, dans leur grande majorité, ne le savent pas. Autre caractéristique, rien ne ressemble tant à un Républicain qu'un Démocrate bon teint. C'est pourquoi, présenter

Trump comme un fou dangereux et Hillary Clinton comme quelqu'un de raisonnable est peu pertinent... Elle maîtrise mieux les codes médiatiques de la bienséance et les euphémismes. Guère plus.

En revanche, sur cette toile de fond, Bernie Sanders se détache. Représentant l'aile gauche du parti démocrate, il s'appuie pour sa campagne sur les Américains moyens et non sur les subsides de Wall Street. En outre, sur le plan économique, il offre une alternative, car il est le seul à vouloir reprendre les choses là où le New Deal (Roosevelt) et le Fair Deal (Johnson) les avaient laissées. Il veut remettre en place les politiques qui avaient réduit les inégalités et qui ont été démantelées systématiquement depuis quarante ans. □ Golias (Illustration de la Une : © DR)

Bernie Sanders : le trublion des primaires américaines

Olivier Vilain

Le sénateur du Vermont n'est pas jeune. Ni noir, ni une femme. Les médias ont peu pour se raccrocher. C'est un outsider venu de la gauche de l'échiquier. Va pour le taxer de « populiste », histoire de le disqualifier à peu de frais. Golias vous dévoile ce qu'il est vraiment.

Les éditorialistes et les journalistes domestiques sont des alchimistes à l'envers : ils transforment l'or en plomb. Dans le champ politique, cela se traduit par la confusion systématique entre la gauche décomplexée et la droite la plus extrême. Pour cela, ils ont un outil bien utile : le terme de « populisme » dont ils usent et abusent. Cette notion permet, par association, de disqualifier tout ce qui promet un tant soit peu le changement dans le respect des Lumières.

La candidature de Bernie Sanders à l'élection présidentielle américaine nous en offre un nouvel exemple : *L'Obs* (l'ex-*Nouvel observateur*) présente « Donald Trump - Bernie Sanders : 2 populistes portés par une classe moyenne en colère » (11.10.15). Les deux candidats sont en effet des outsiders dans leur propre camp et ont le vent en poupe dans les primaires, mais cela suffit-il pour les associer lorsque leur deux programmes sont si différents ?

Trump est un milliardaire. Son vœu ? Continuer à engager les États-Unis sur la voie des inégalités les plus sordides. Ne rien changer à la condition de l'Américain moyen. Une étude de l'Economic Policy Institute (09.02.16) montre pourtant que « la majorité des travailleurs à bas salaires gagnent si peu qu'ils doivent compter sur l'aide publique pour joindre les deux bouts ». Les auteurs de l'étude manient une ironie mordante : « Il y a un mythe persistant selon lequel les gens qui comptent sur l'aide publique ne seraient pas disposés à travailler. Cependant, il y a 41,2 millions d'Américains au travail, soit près de 30 % de la main-d'œuvre, qui reçoivent de l'aide publique ; près de la moitié d'entre-eux ont des emplois à temps plein. » Les salaires les plus bas sont insuffisants pour vivre une vie décente. La défaillance des politiques est patente. Le Congrès n'a pas relevé le salaire minimum fédéral depuis 2009. Aujourd'hui, il vaut 24 % de moins qu'en 1968, une fois sa valeur ajustée de l'inflation. Le travailleur moyen qui est payé à 7,25 dollars de l'heure est pourtant plus instruit et plus productif qu'en 1968.

Un programme pour l'homme du commun

Pour sa part, Bernie Sanders est un sénateur du Vermont. Il se dit socialiste. Ses idées seraient plutôt celles « d'un bonnête, décent, new-dealer », déclare l'intellectuel Noam

Chomsky, qui le connaît bien (*Al Jazeera*, 30.01.16). C'est-à-dire qu'il veut revivifier l'intervention de l'État pour protéger les citoyens de l'emprise des entreprises et mieux répartir les richesses produites, ainsi qu'étendre la protection sociale dans un pays totalement arriéré en la matière. Cet élu de 73 ans a proposé un programme pour créer 1 million d'emplois pour les jeunes et a promis un programme de reconstruction des routes, des ponts et des chemins de fer pour garantir un travail « bien rémunéré » à 13 millions d'Américains. Il préconise aussi la mise en place d'une assurance-maladie universelle et centralisée afin de réduire la pauvreté. Bref, monsieur le sénateur souhaite tracer des perspectives à partir du New Deal qu'avait mis en place Roosevelt pour sauver les Américains de la gravissime dépression économique des années 1930.

Il représente l'aile gauche d'un parti démocrate qui est devenu principalement néolibéral depuis Carter, dans la seconde moitié des années 1970. Un processus qui s'est achevé avec l'arrivée de Bill Clinton au pouvoir en 1993, assisté de sa femme Hillary. Cette dernière dispose dans la course à la Maison Blanche de l'appui de nombreux élus du parti, mais il semble que les militants démocrates se souviennent des politiques économiques qu'elle a soutenues et de ses jetons de présence au conseil d'administration de l'enseigne de la grande



Affiche de campagne pour les primaires américaines de 2016 © DR

distribution WalMart connue pour payer des salaires très faibles à ses employés et empêcher systématiquement ces derniers de se syndiquer. Bernie Sanders l'a attaquée, fin février, pour avoir soutenu en 1996 la réforme des aides sociales qui a coupé les allocations qui permettaient aux femmes seules d'élever leurs enfants. « *Les États-Unis ont aujourd'hui le taux de pauvreté le plus élevé de tous les grands pays sur la terre, car la quasi-totalité des nouvelles richesses est accaparé par les plus riches* », a fustigé Bernie Sanders, ajoutant que la loi de 1996 sur l'aide sociale avait alourdi le bilan, faisant des plus pauvres de véritables « *bouc-émissaires* » (*Common Dreams*, 24.02.16).

Il a aussi ciblé le salaire minimum fédéral et promis de le relever de 7,25 dollars de l'heure à 15 dollars l'heure. « *Ce que nous allons faire dans ce pays, c'est que si quelqu'un travaille 40 heures par semaine, cette personne ne vivra pas dans la pauvreté. Aujourd'hui, le salaire minimum de 7,25 dollars de l'heure n'est qu'un salaire de misère* », a déclaré le sénateur qui a introduit dans le Vermont, en juillet dernier, une loi pour augmenter

le salaire minimum de l'État à 15 dollars. A l'époque, Hillary Clinton avait exprimé son scepticisme et a suggéré que 12 dollars serait plus adaptés.

« Sanders est-il le Trump de gauche ? » - Pardon ?

Retour à la presse française et son épidémie de « *populisme* ». Carrément pharisien, *L'Express* fait mine de s'interroger : « *Bernie Sanders est-il le Donald Trump de gauche ? Les clés du succès de Bernie Sanders sont-elles les mêmes que celles Donald Trump ? Plusieurs médias américains comparent le populisme des deux trublions.* » (02.02.16) La dernière phrase répond aux deux premières. Pas besoin de lire la suite de l'article... On y trouvera un alliage Sanders/Trump qui ne vaut rien. La télévision publique ne fait pas preuve de plus d'originalité : « *Retrouvez le reportage (...) qui vous raconte le succès des «populistes» dans cette campagne* », aguiche le bureau de France 2 à Washington (31.01.16). Les populistes ? Quels populistes ? « *Le socialiste Bernie Sanders* » qui est dans la « *dernière ligne droite* » et son adversaire Donald Trump, le milliardaire qui « *caracole en tête des sondages chez*

les Républicains, malgré des déclarations choc, sur les immigrés, les femmes ou les musulmans ».

Presque toute la presse grand public fusionne Sanders et Trump, au motif qu'ils sont les deux outsiders de leur camps respectifs. Elle entretient aussi la confusion sur la notion même de « *populisme* », qui se retrouverait aussi bien à droite qu'à gauche, au nom de la théorie des « *totalitarisme jumeaux* », comme le note l'universitaire italien Marco D'Eramo (*New Left Review* n°82, juillet-août 2013). Il y a vingt ans déjà, le même processus était déjà mis en œuvre. Dans un climat social marqué par l'inquiétude des salariés américains et la convergence entre les orientations économiques, comme diplomatiques, de Bill Clinton et celles de son concurrent républicain, les nombreux citoyens mécontents étaient incités à chercher la solution ailleurs que dans les deux partis traditionnels. C'est alors que l'appellation de « *populistes* » s'est mise à fleurir dans les débats. Tout ce qui n'était pas approuvé par la machine démocrate ou républicaine devint « *populistes* » : le Ku Klux Klan et

suite page 4

PANORAMIQUES

Cologne : l'imposture du nouvel an

Deux mois après le réveillon de la Saint-Sylvestre, la lumière se fait sur les agressions survenues à Cologne. Et les coupables ne sont pas ceux qui avaient été désignés, à savoir les migrants et plus précisément les Syriens. Sur les 58 suspects, seuls trois d'entre eux sont originaires d'un pays en guerre : deux Syriens et un Irakien. De plus, la majorité des agressions n'étaient pas à caractère sexuel comme cela était décrit à chaud. Sur 1054 plaintes, 454 concernaient des agressions sexuelles, un chiffre énorme mais qui ne correspond pas à la réalité décrite alors. Les 600 autres plaintes concernent des vols.

Portugal : le président poussé dans ses retranchements

Le 25 janvier dernier, le président conservateur Anibal Cavaco Silva avait refusé de promulguer une loi votée le 18 décembre 2015 au Parlement autorisant l'adoption pour les couples homosexuels, comme l'y autorise la Constitution. Mais le 10 février 2016, le Parlement a confirmé à la majorité absolue cette loi obligeant ainsi cette fois le président Caraco Silva de la promulguer quelques semaines avant la fin de son second mandat. Une victoire pour la gauche minoritaire depuis les dernières élections législatives.

L'horreur des enfants perdus

Selon l'Office intergouvernemental de police criminelle, plus de 10 000 enfants migrants non accompagnés ont disparu en Europe sur les 18 à 24 derniers mois. Europol indique que nombre d'entre eux risquent d'être exploités par le crime organisé à des fins d'esclavage et de prostitution. Selon plusieurs ONG, environ 270 000 mineurs sont entrés en Europe en 2015, dont 26 000 non accompagnés. Après enregistrement auprès des autorités, 5 000 enfants ont notamment disparu en Italie et 1 000 en Suède. □ Alexandre Ballario



© DR

Ross Perot, Arletty et Bruce Springsteen, les généraux Peron et Boulanger, Tolstoï et Frantz Fanon, l'historien humaniste Jules Michelet et Jean-Marie Le Pen... « *Chacun devrait avoir compris la fonction idéologique de l'amalgame : dissimuler les vrais rapports de pouvoir en fabriquant une catégorie qui fait diversion, substituer l'étude d'analogies de style à l'analyse des clientèles sociales et des programmes. Ici comme souvent, le consensus se nourrit du relâchement intellectuel et de l'inculture historique. C'est ainsi que, tel un virus, l'adjectif "populiste" contamine le journalisme et l'analyse sociale* », analysait Serge Halimi (*Le Monde diplomatique*, avril 1996).

Ce brouillage intervient alors que « *depuis la fin de la guerre froide un régime oligarchique a été consolidé dans tout l'Occident, à la fois dans le développement socio-économique et le domaine politique* », relève encore Marco D'Eramo. Il faut donc camoufler. « *Les classes sociales sont devenues invouables, tout comme le peuple. Au moins au niveau du discours, les propositions politiques ne sont plus ancrées dans les intérêts matériels des groupes sociaux opposés*, ajoute l'universitaire italien. *Ce "désintéressement" est une imposture : les intérêts spécifiques de groupes et de classes sont incontestablement poursuivis (...)* », mais il s'agit des intérêts spécifiques de l'oligarchie : aux États-Unis en 2007, 1 % de la population détenait 35 % de la richesse totale et les 19 % suivant détenaient 51 % de

plus. Au total, le cinquième de la population américaine a accaparé 85 % des richesses du pays, tandis que les quatre cinquièmes restants de la population doivent faire avec le peu qui reste. Cette distorsion des revenus et des patrimoines alerte Bernie Sanders. Quel intérêt aurait Donald Trump à soulever cette question, lui qui a fait fortune dans l'immobilier et les casinos à Las Vegas, sous la présidence de Ronald Reagan ? Et qui dispose dans sa cassette personnelle de quoi soutenir les dépenses pharaoniques qu'implique une campagne présidentielle de l'Alaska à la Floride et du Massachusetts à la Californie ?

En France, dans le lexique journalistique, les termes de « *populisme* » ou de « *populiste* » sont employés comme des synonymes de « *poujadisme* » et « *poujadiste* », en référence à la révolte contre la fiscalité des petits commerçants de la IV^e République dont les pas de portes étaient menacés par les premiers pas de la grande distribution. C'est l'archétype du mouvement réactionnaire tricolore. Autour de la figure de Pierre Poujade, une tornade anti-élites, anti-impôts et contre l'Algérie indépendante s'est déchaînée de 1953 à 1958, marquant ainsi la renaissance politique de l'extrême-droite. Pour la première fois depuis la Libération, celle-ci retrouvait une masse de manœuvre, son culte du chef et son idéologie réactionnaire.

Avec le mot « *populisme* » et jouant sur la proximité des sons, les éditorialistes ciblent des organisations qui visent à favoriser



la participation à la vie citoyenne des catégories populaires. « Utilisé sans aucune rigueur, ce terme nous renseigne désormais surtout sur le type de discours politique que les bénéficiaires du système économique actuel osent tenir sur le peuple », note le sociologue Éric Fassin. Populaire, donc populiste, donc réactionnaire. C'est le raccourci que les éditorialistes veulent que l'on prenne. Cet abus de langage induit une disqualification sémantique qui a été mise en lumière par le journaliste Serge Halimi : « Si vouloir s'adresser à la majorité du peuple devient gage de populisme – et, à ce titre, une marque d'infamie –, mieux vaudrait sans doute en revenir au suffrage censitaire [...]. » (*Le Grand Bond en arrière*, Fayard, 2004).

Les espoirs du People's Party

Il n'est pas peu cruel de constater à quel point le sens de « populisme » a été tordu. Quand le terme apparaît vers 1880, ce n'est pas dans une arrière-boutique, mais le long du Mississippi et dans les grandes plaines qui s'étirent du Texas à la Caroline du Nord. Confrontés à la baisse des prix du blé et du maïs, à la politique du dollar or, aux saisies des banques et au dédain des élus de Washington, des fermiers blancs forment des coopératives et diffusent, via leurs publications, une culture d'entraide, d'estime de soi et d'analyse économique de la société. Ils décident, dans la foulée, la création du Parti populiste (People's Party). A la fois progressiste, rural et comptant plus d'un million de membres à

son apogée, « le populisme fut le premier mouvement ayant pour but d'organiser les catégories populaires aux États-Unis », rappelle l'historien américain Thomas Franck (*Pourquoi les pauvres votent à droite*, Agone, 2008).

Le constat que dresse, en 1892, la plateforme du Parti populiste est sans appel : « Notre travail perd sa valeur, la terre se concentre dans les mains des capitalistes. Les ouvriers ne peuvent pas se syndiquer, des travailleurs importés font pression sur les salaires, le produit du labeur de millions est volé pour édifier de colossales fortunes. » (*Secrets of the temple*, 1987). Ayant une image claire de leur situation économique, ils dénoncent, dès 1892, à l'image de Mary Ellen Lease, militante du Kansas, la mainmise de la finance sur la vie politique : « Wall Street possède le pays. Nous n'avons plus un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, mais un gouvernement de Wall Street, par Wall Street et pour Wall Street. Nos lois sont le produit d'un système qui pare les fripons d'une robe de juriste et qui babille l'bonnêteté de guenilles. » (*The Agony of the American Left*, 1966)

Le People's Party dispose d'un programme de transformations économiques et sociales très ambitieux. Ses membres réclament la nationalisation des compagnies de chemin de fer, l'instauration de la journée de huit heures et de l'impôt progressif sur les revenus. Une révolution ! À partir de 1890, le mouvement se présente avec succès aux élections locales, puis nationales, en cherchant à « rassembler [...] les républicains du Nord et les démocrates du Sud, les ouvriers des villes et les fermiers, les Noirs et les Blancs », explique l'historien Howard Zinn (*Une histoire populaire des États-Unis*, Agone, 2002).

À partir de 1896, l'influence du populisme décline. Certaines idées formeront néanmoins l'armature du New Deal de Franklin Roosevelt (stabilisation des prix agricoles grâce à l'intervention de l'État, interdiction faite aux banques de spéculer avec l'épargne destinée aux crédits). Des mesures qui inspireront le Front populaire, le New Deal à la française.

La semaine prochaine, nous verrons que Bernie Sanders, qui s'inscrit dans cette tradition du New Deal, a plus de mal à se distinguer des autres démocrates sur le plan diplomatique. □

FOCUS

L'Arabie saoudite et le patrimoine historique

Chacun sait combien Daesh s'est attaché à détruire les vestiges les plus remarquables des lieux dont il s'est emparé. On sait moins que le royaume saoudien a fait de même avec les sites islamiques de Médine et de La Mecque. Les tombes des Compagnons du Prophète ont été détruites et leurs squelettes brûlés ; à La Mecque, des WC publics ont remplacé la maison de Khadija, la première femme du Prophète. Une bibliothèque a été construite sur le lieu de naissance de Mohammad. Les objets personnels du Prophète ont également disparu. Au total, de 1985 à ce jour, 90 % des vestiges islamiques du pays ont été détruits selon un rapport du Times de novembre 2014. L'institution religieuse wahhabite explique qu'il faut empêcher les croyants d'adorer les monuments au lieu d'Allah.

D'autres sites historiques, comme la ville de Saleh de 2 500 ans, cité jumelle de Pétra (Jordanie) sont aussi fermés au public ainsi qu'à l'extrême ouest, des monuments et des statues des pharaons.

De surcroît, le gouvernement saoudien a travaillé depuis des décennies à supprimer toutes les cultures et les traditions locales dans la péninsule arabique afin d'imposer la culture et les coutumes de la province de Nejad, d'où la famille des Saoud est originaire. Alors que les femmes dans le sud et dans d'autres régions ne portaient pas la burqa, le Comité pour la promotion de la vertu et la prévention du vice (la police religieuse) les a forcées à les porter.

En revanche, la famille des Saoud veille précieusement à la préservation de son « patrimoine culturel ». Elle a dépensé des centaines de millions de dollars pour préserver et rénover la première capitale des Saoud, à Dariyat, près de Riyad et a multiplié les efforts pour qu'elle soit inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Des expositions spéciales, coûtant des sommes d'argent colossales, sont organisées sur les rois défunts de l'Arabie Saoudite. L'institution religieuse wahhabite qui a appelé à la destruction des monuments islamiques, accueille en revanche avec complaisance ces expositions. Daesh n'a donc fait qu'étendre cette politique barbare d'éradication culturelle. Mais comment oserait-on qualifier de « barbares » nos alliés saoudiens ? □

M. S. (Source : *Al Manar*)

L'empêcheur de croire en rond

GoZias

HEBDO 422

9^{ème} année - semaine du 3 au 9 mars 2016 - 2 €

SOCIÉTÉ > 6

Crise des agriculteurs,
ou la « faim » des paysans

RÉFLÉXION > 20

Spotlight : coup de projecteur
sur des silences complices

ÉCONOMIE > 8

Carême pour « l'entreprise »
à Notre-Dame de Paris

ART > 18

Patrick Marquès, un peintre
de l'humain magnifiant le visage

Primaires américaines

BERNIE SANDERS : l'autre candidat



ENQUÊTE > L'amitié amoureuse
de Jean Paul II et d'Anna-Teresa

